

Marseille le 8 Novembre 2002

Les cahiers régionaux de revendications et de propositions

Citoyenne, Citoyen,

Comme nous, vous avez décidé de ne plus subir les choix et les décisions politiques venues d'en haut. Un moment décontenancés par le séisme politique du 21 avril dernier, vous ne voulez plus laisser aux partis politiques et en particulier à ceux qui se disent à gauche, le monopole de la représentativité du discours et du choix de notre avenir.

Les initiatives que vous avez prises ou que vous souhaitez prendre dans votre quartier, dans votre ville, pour être acteur de la démocratie locale, doivent trouver une prolongation à l'échelle du territoire régional. Cet espace de vie peut et doit devenir un lieu essentiel de débats et d'orientation pour notre l'avenir et celui de nos enfants.

C'est cette conviction qui nous conduit à vous proposer une première rencontre régionale pour nous permettre de nous connaître, d'échanger nos analyses et de réfléchir ensemble sur l'avenir de notre Région.

À l'initiative du **Forum de la Gauche Citoyenne**, et en présence de Dominique Taddél qui est en charge de cette démarche au niveau national, nous proposons de mettre en place dans la perspective des élections régionales du printemps 2004 des « cahiers de revendications et de propositions ».

Nous vous convions donc à une première rencontre qui se déroulera le

SAMEDI 30 NOVEMBRE DE 9H30 à 13H à Marseille
dans les locaux de la Vieille Charité, au Panier (2è arr)
(métro Joliette ou parking des Phocéens, rue de la République)

Nous comptons sur votre présence.

Pour la Convention Citoyenne

Philippe SANMARCO

Bulletin-réponse à retourner avant le 25 Novembre 2002 à
Convention Citoyenne, 2 rue du Beausset, 13002 Marseille

Nom prénom

Adresse.....

TélFax..... courriel.....

Appartenance associative.....

Je participerai à la rencontre du 30 novembre et je déjeunerai sur place.

Je ne peux participer à la rencontre, mais je souhaite être tenu informé.

Cap sur les régionales !

Cap sur les régionales!

L'instauration d'un pôle participatif de gouvernance modifiant le règne actuellement exclusif des partis pourrait se concrétiser pour mars 2003.

Les formes traditionnelles de la démocratie (élections au suffrage universel, pluralisme des partis...) sont nécessaires, mais elles sont insuffisantes, face à la montée d'une crise de la représentation, qui est universelle et sans doute irréversible. Nous avons ailleurs déjà débattu de la nécessité de compléter la vieille démocratie de délégation par une démocratie participative(1). Nous voudrions ici contribuer au débat sur la nouvelle articulation à rechercher entre, d'une part, les citoyens et le mouvement associatif, et, d'autre part, les partis politiques. Comme ce débat risque de rester trop longtemps au niveau des pétitions de principes et des discours dominants, nous voudrions le concrétiser, en nous appuyant sur la prochaine échéance électorale importante qui sera, dans notre pays, les élections régionales de mars 2004.

Pour l'instant, le discours des partis de la gauche ex plurielle ou de la LCR, est de manifester une volonté de «dialogue et d'ouverture» à l'égard de la société civile (le plus souvent indéfinie). Ils s'approprient donc, dans la préparation de leurs congrès respectifs, à inviter (ils n'ont plus les moyens de convoquer) tous ces acteurs à débattre: de quoi? De tout et de rien. Pourquoi? À la rigueur, pour régénérer leur discours, sans aucune garantie sur la mise en œuvre future d'une quelconque politique: nous sommes typiquement dans le cadre d'une démarche descendante, pour ne pas dire condescendante, qui va des puissants de ce monde vers les «gens d'en bas» (même si tout le monde ne parle pas exactement le Raffarin dans le texte). Cette démarche, quoique plus sympathique que l'arrogance des partis naguère au gouvernement, n'aura évidemment qu'un résultat illusoire, tellement elle est éloignée des aspirations qui se manifestent depuis longtemps dans la masse des citoyens, et qui ont fait un moment irruption, entre les deux tours de la présidentielle. Beaucoup de «chefs» politiques le savent bien, qui ne manifestent cette volonté d'ouverture que pour marquer des points vis-à-vis de leurs concurrents des autres partis... ou du leur, lors de la préparation de leur congrès.

On ne doit cependant pas se contenter de fustiger cette sorte d'hommage que, rendu un moment modeste par la défaite, le vice rendrait soudain à la vertu... Il faut acter positivement le consensus général qui règne aujourd'hui à gauche, dans pratiquement tous les partis, sur la nécessité d'inventer une nouvelle articulation entre la masse des

citoyens et les responsables de partis. Il s'agit surtout de remettre sur ses pieds une relation que ces derniers voudraient faire marcher sur sa tête: à leur démarche descendante (à laquelle on peut toujours se rendre par politesse et pour en vérifier le caractère condescendant), il faut opposer une démarche ascendante, celle par laquelle les citoyens eux-mêmes convieront les responsables des partis (toujours soucieux de leurs candidatures à la prochaine élection) pour faire part de leurs propositions et revendications. Notons immédiatement qu'une telle démarche (qui révolutionne la figure traditionnelle, en ce que les partis y figurent d'avantage comme une «arrière-garde éclairée» par la masse des citoyens) peut valoir pour n'importe quel type d'élections: c'est ainsi que le Forum de la Gauche Citoyenne a l'intention de la proposer, lors du Forum Social de Florence, pour les prochaines élections européennes.

Les élections régionales de mars 2003 nous en fournissent une seconde occasion, évidemment moins difficile à mettre en œuvre, compte tenu de la moindre hétérogénéité des cultures politiques dans un cadre national. Il s'agit donc, dans toutes les régions de France, (métropolitaines et d'outre-mer) que des associations et groupes de citoyens, se reconnaissant dans les valeurs de la gauche, élaborent en commun leurs cahiers régionaux (limousins, rhône-alpins, normands, franciliens, etc.) de propositions et de revendications, dans la forme qu'ils souhaiteront leur donner, complets ou incomplets... Cette autonomie des démarches (non seulement vis-à-vis des partis, mais aussi des initiateurs nationaux) pourrait se donner deux limites, afin de gagner en efficacité: d'une part, un échange, et si possible, une véritable mutualisation de ces expériences; d'autre part, une date butoir, pour rendre publique une première rédaction de chaque cahier régional: on suggérera ici, le 1er octobre 2003, 6 mois avant les élections régionales, de façon à exercer une influence maximale sur celles-ci, ni trop tôt, ni trop tard. D'un point de vue pratique, la troisième Université d'automne du Forum de la Gauche Citoyenne, pourrait être principalement consacrée à la discussion et l'enrichissement de toutes ces initiatives régionales.

La question de l'usage que feront de ces cahiers régionaux leurs instigateurs doit être laissée complètement ouverte, et pourra être d'ailleurs différente

suite page 6

suite de la page 5

d'une région à l'autre, voire au sein d'une même région (encore que ce cas de figure risque de nuire à la compréhension de la démarche par le plus grand nombre de citoyens). Pour bien nous faire comprendre, notamment des appareils de parti, disons que les auteurs des cahiers auront trois grandes façons de les valoriser:

- en les proposant aux partis habituels, et, si possible, en les transformant en un véritable «contrat de mandature», dans une logique pouvant rappeler la démarche d'un Pierre Mendès-France;
- en poussant encore plus loin l'intégration dans le processus électoral, par une présence sur les listes de candidatures de tel ou tel parti, avec comme déontologie évidente pour ces candidats, de ne pas prétendre parler au nom de tous les auteurs de cahiers(2), dont bon nombre auront préféré ne pas se présenter aux élections;
- en constituant leur propre liste citoyenne, comme on en vit déjà bon nombre, lors des dernières municipales, avec l'avantage cette fois d'une plus grande expérience, d'une meilleure préparation et de l'inscription dans une démarche plus globale de citoyenneté.

Bien entendu, le fait de maintenir ouvertes pendant quelque temps ces trois possibilités, augmentera de façon importante la crédibilité de cette démarche vis-à-vis des appareils régionaux (et nationaux) des partis.

Cette initiative de rédaction de cahiers de propositions et de revendications, dans chaque région, pourrait démarrer dès le mois d'octobre, là où le Forum de la Gauche Citoyenne est déjà organisé en tant que tel. Mais, on peut simultanément lancer un appel à tous les militants des autres réseaux de citoyenneté active et à nos adhérents non organisés sur une base régionale, pour que dans la plupart des autres régions, des initiatives de même type soient prises dans les prochaines semaines. Enfin, l'ensemble de notre réseau et de ses partenaires habituels doit se sentir mobilisé pour aider aux lançements de toutes ces initiatives régionales et pour tenter d'en capitaliser les résultats, autant que faire se peut, en temps réel. À cet égard, un ou deux membres du collectif national d'animation, si possible eux-mêmes impliqués dans de telles démarches régionales, pourraient jouer le rôle de femmes ou d'hommes-ressource, auprès de tous ceux qui voudront les solliciter dans ce que cette démarche a d'inédite.

Dominique Taddei

1 Cf. C. Brillon et D. Taddei, «Vers une démocratie participative», revue *Mouvements*, n° 23, septembre-octobre 2002.

2 Une formule convenue par avance du type «co-animateur des cahiers régionaux» pourrait réduire les tensions nées du risque (réel ou supposé) d'accaparement.

FGC, une boîte à idées pour la gauche

La semaine dernière, 200 militants ont cogité au Forum de la gauche citoyenne.

La gauche plurielle est morte. Vive la gauche plurielle. Persuadé que «la recombinaison ne viendra pas des états-majors des partis politiques», le Forum de la gauche citoyenne (FGC) a tenu, les 28 et 29 septembre à Paris, sa deuxième université d'automne. Quelque 200 militants politiques venus de toute la gauche (PS, PC, Verts), syndicaux et associatifs (CFDT, Attac, Droits devant, etc.) ont bûché sur des propositions pour «une altermondialisation» et la définition d'un «nouvel humanisme». Et du même coup tenter de définir une «nouvelle alliance»

entre la gauche partisane et la «société civile». **«Urgence».** «Depuis le 21 avril (le premier tour de l'élection présidentielle, ndlr), l'urgence est à la réinvention de la politique, a constaté l'économiste socialiste Dominique Taddéi. Dans ses formes comme au fond. Mais au Parti socialiste, au Parti communiste comme chez les Verts, la situation reste

«je rêve d'un grand parti qui résulte d'un projet et pas d'une machine de guerre où les gens ne se supportent plus.»
Jean-Pierre Brard, député de Seine-Saint-Denis

confuse au moins jusqu'à la tenue de leur congrès respectif. Ils sont dans un processus de récroquevillement. Au FGC, nous sommes dégagés de ces contraintes organisationnelles et des prises de pouvoir internes. Nous sommes libres d'inventer.»

Fondé en 2001 par des militants «inquiets de la crise de la représentativité politique», le FGC est désormais présent dans dix-huit régions. Il invite ses adhérents à écrire des «cahiers de propositions et revendications citoyennes». Publiées à l'automne 2003, à six mois des élections régionales, ces propositions seront soumises aux différentes listes de gauche. «Le FGC est une formidable boîte à idées, apprécie le député (apparenté communiste) de Seine-Saint-Denis, Jean-Pierre Brard. Comme ici, je rêve d'un grand parti qui résulte d'un projet et pas d'une machine de guerre où les gens ne se supportent plus.» Le philosophe rocardien Patrick Viveret est encore plus sévère: «Les partis de gauche sont construits sur un rapport de force à l'identique de la société libérale, analyse-t-il. Ces appareils sont de véritables machines de guerre où il faut d'abord prendre le pouvoir avant de prétendre disputer la mère des batailles électorales.»

«Conservatisme». Refusant d'apparaître comme un «énigmatique parti politique», le FGC ne désespère cependant pas d'initier le débat à gauche sur l'existence d'un nouvel «outil». Le refondateur communiste Gilbert Wasserman est catégorique: «Dominique Strauss-Kahn ambitionne de faire du PS une UMP de gauche. C'est dire le conservatisme des appareils. Il est vain d'opposer une gauche de gestion à une gauche de protestation. On assimile désormais la première à une gauche de résignation, la seconde à une gauche de consolation. Leur coexistence est devenue obsolète.» «Il nous faut rendre sa dynamique de propositions à la gauche», plaide de son côté Francine Bavay, porte-parole des Verts. Elle considère que l'avenir est à une construction «en réseau». D'autres imaginent une structure de type confédéral. Tous prônent un mouvement «ascendant». Dans lequel le personnel politique dialogue avec «les Français d'en bas». D'égal à égal. Et sans ego? ●

DIDIER HASSOUX

Libération

8/10/02